

FÉRAL, Josette, *La Culture contre l'art, essai d'économie politique du théâtre*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 1990, 341 p.

Mario Beaulac

Numéro 10, automne 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/041152ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/041152ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'histoire du théâtre du Québec

ISSN

0827-0198 (imprimé)

1923-0893 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulac, M. (1991). Compte rendu de [FÉRAL, Josette, *La Culture contre l'art, essai d'économie politique du théâtre*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 1990, 341 p.] *L'Annuaire théâtral*, (10), 196–197. <https://doi.org/10.7202/041152ar>

FÉRAL, Josette, *la Culture contre l'art, essai d'économie politique du théâtre*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 1990, 341 p.

L'ouvrage de Josette Féral propose, chiffres à l'appui, une réflexion sur la culture et sur la place que les pouvoirs publics accordent aux arts dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs politiques culturelles.

Après avoir brièvement discuté, dans le premier chapitre, de l'évolution du concept de culture dont le caractère de plus en plus polysémique et englobant confine les arts à un espace sans cesse plus étroit, puis analysé les pratiques culturelles des citoyens (comportements, motivations, goûts, etc.) se référant, pour ce faire, à divers travaux canadiens, québécois et étrangers, Josette Féral entreprend une patiente et rigoureuse compilation des budgets culturels et artistiques de l'État canadien, des provinces et des municipalités, accordant un chapitre entier au Conseil des arts du Canada. Le portrait budgétaire de l'évolution des dépenses culturelles au Canada s'échelonne sur une période de vingt ans. Il présente, en dollars courants et constants, d'utiles comparaisons entre paliers de gouvernements d'une part, et secteurs de l'activité culturelle et artistique d'autre part, faisant ressortir avec clarté et concision les prises de position et les priorités souvent non-dites qui président à l'allocation globale des ressources et à leur répartition. L'auteure accorde une attention toute particulière au secteur des arts vivants, du théâtre en particulier.

Constatant que, d'une part, l'évolution des budgets d'aide aux arts a été, en dollars constants, très lente depuis 1971 et que, d'autre part, le nombre d'entreprises admissibles aux subventions de l'État a cru à un rythme très rapide, quoiqu'il tende maintenant à se stabiliser, Josette Féral montre que les budgets globaux des compagnies ont, depuis vingt ans, diminué très substantiellement «laissant aujourd'hui les compagnies avec un tiers des montants dont elles pouvaient disposer il y a vingt ans» (p.308).

Interrogeant tout à la fois la nature des programmes d'aide (production, diffusion, création, etc.) et la nature des compagnies admissibles à ces programmes («Ainsi, la plupart des programmes s'adressent aux mêmes

compagnies, aux mêmes artistes, et ne touchent que les professionnels» (p.310), Josette Féral conclut qu'il est nécessaire de préciser, au moyen d'une politique artistique, un certain nombre d'axes d'intervention privilégiés en matière de support aux arts, tenant compte, dans le cas du théâtre, des besoins spécifiques exprimés par les théâtres institutionnels, les compagnies de création et les compagnies naissantes «pour qui le rôle des organismes de subvention est fondamental» (p.313). Enfin, madame Féral suggère qu'au sein d'une politique artistique, une attention particulière soit apportée aux artistes individuels «permettant à ces derniers une recherche individuelle à plus long terme» (p.314).

La distinction très claire que propose Josette Féral entre une politique culturelle ou une politique du développement culturel et une politique artistique, celle-ci étant peut-être un sous-ensemble de celle-là, est, et le sociologue Gabriel Dussault nous le rappelle souvent, très pertinente et nécessaire. En dénonçant la précarité croissante dans laquelle oeuvrent les entreprises artistiques et les créateurs, Josette Féral ajoute sa voix à celles, déjà nombreuses, qui réclament une implication plus sensible et plus substantielle de l'État dans le soutien aux arts et aux artistes. L'intérêt premier de cet ouvrage est de fournir une somme impressionnante de données chiffrées sur la question du financement des arts au Canada. Toutefois, l'opposition que Josette Féral suggère entre art et culture laisse perplexe, l'impact réel d'un développement culturel général soutenu sur la création et la production artistique n'ayant pas été évalué. De plus, et le sociologue Philippe Urfalino, dans un texte intitulé «Les politiques culturelles: mécénat caché et académies invisibles» (*Année sociologique* 39, 1989, pp. 81-109) l'a bien montré, les mécanismes inflationnistes exogènes qui semblent constituer un «effet pervers» structurel du financement public des arts et des artistes ne sont pas non plus évoqués.

L'ouvrage de Josette Féral intéressera tous ceux que le développement culturel préoccupe. Il contient de nombreux tableaux et graphiques ainsi qu'une abondante bibliographie.

Chaire de gestion des arts
École des Hautes Études Commerciales
de Montréal

MARIO BEAULAC